

Soutenir le développement

Il y a vingt ans, une commission internationale créait un concept et une nouvelle façon de penser. Où en sommes-nous aujourd'hui ?

20

Il y a vingt ans, la commission internationale que l'ONU m'avait demandé de créer et de présider présentait ses conclusions, fruit d'années de dur labeur, d'apprentissage et de partage d'expérience.

L'ouvrage, d'allure modeste, s'intitulait *Notre avenir à tous*, titre que nous trouvions approprié, car il traitait ni plus ni moins de notre survie à tous, riches comme pauvres. Il paraissait alors que nous prenions conscience du fait que nous partageons ce monde unique et que nous risquions, à moins d'adapter notre consommation de ressources naturelles à la capacité de charge de la planète, de dépasser les limites. Il était également clair, cependant, que la vaste majorité de la population mondiale ne jouait qu'un rôle minime dans cette surconsommation de nos ressources finies. Le problème, c'était l'inégalité des possibilités et l'inégalité de la répartition.

Le besoin de répondre aux besoins des générations actuelles sans compromettre l'aptitude des générations futures à répondre aux leurs, la Commission l'incarna dans l'expression «développement durable», nouveau concept politique qui incluait l'équité et la justice, tant au sein des générations qu'entre elles.

La Commission fonda son rapport sur une démarche globale. Nous abordâmes aussi bien le rôle de l'économie mondiale que les thèmes de la démographie et de l'éducation, de la sécurité alimentaire, de la protection des espèces et des écosystèmes, de l'énergie, de l'industrie et de l'urbanisme, des océans, de l'espace et de l'Antarctique. Nous abordâmes la façon dont nous devons organiser la communauté internationale, dans le respect de la Charte des Nations Unies, des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

La Commission conclut que pour pouvoir parler de progrès, il fallait radicalement réduire la pauvreté endémique, généralisée et abjecte, et que pour pouvoir parler de succès, il fallait

l'éliminer. La pauvreté est une cicatrice sur le visage de l'humanité : elle détruit les gens et détruit l'environnement.

Tandis que la Commission travaillait, nous connûmes des catastrophes industrielles et nucléaires, l'appauvrissement de la couche d'ozone, des famines, des sécheresses et des pandémies. À l'étonnement de nombreuses personnes, le rapport présenta non pas un tableau apocalyptique, mais un solide message d'espoir. Alors que l'humanité pouvait sans aucun doute détruire l'équilibre global qui existait entre elle et la biosphère, elle n'avait jamais autant eu les moyens de sauver cette fragile relation. Le monde releva ce défi et se rendit, en 1992, à Rio pour le Sommet Planète Terre.

Nous connûmes les fortes attentes de la Conférence du Caire sur la population et entendîmes les millions de voix qui exigeaient la liberté et l'égalité à la Conférence de Beijing sur les femmes. À Kyoto, ensuite, nous nous réjouîmes des succès obtenus et nous désolâmes des échecs subis.

Après une multitude de réunions, nous nous rendîmes à New York, où nous adoptâmes les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), qui forment, avec d'autres critères, notre horizon. Au Sommet de Johannesburg, enfin, nous exprimâmes nos frustrations et notre impatience, mais parvînmes à faire avancer les choses.

Il y eut, certes, des périodes de relâchement et de laisser-aller. Vingt ans plus tard, néanmoins, nous pouvons dire sans hésiter que nous progressons dans de nombreux domaines. La pauvreté demeure notre principal problème. Sur les six milliards d'humains qui coexistent sur notre fragile planète, beaucoup manquent de nourriture, d'eau et de sécurité. De nombreux pays, heureusement, connaissent une forte croissance. En Afrique, par contre, nombre sont ceux qui sont pris dans un cercle vicieux, souffrant en marge de l'économie mondiale.

ment durable

Des centaines de millions d'individus, par bonheur, quittent les vallées du désespoir pour atteindre les hauteurs de la justice et de la prospérité, notamment en Asie. C'est la plus forte progression du bien-être et de la prospérité de notre vie et, probablement, de toute l'histoire.

Dans nombre de pays et de cultures, les femmes continuent de subir des discriminations et des traitements inhumains et dégradants. La situation, cependant, semble s'améliorer, surtout pour ce qui est de l'éducation des jeunes filles. À propos, quels sont les pays qui connaissent les plus forts taux de croissance ? Ceux qui pratiquent l'égalité des chances. L'égalité des sexes est un avantage comparatif.

Dans les pays en développement, l'accès à l'eau s'améliore. Dans le monde entier, notamment en Asie et en Afrique, l'OMD consistant à réduire de moitié la proportion de la population qui n'a pas accès à l'eau est en passe d'être atteint. L'accès à un assainissement de base se développe également, mais pas assez rapidement pour que l'on atteigne l'OMD correspondant d'ici à 2015. Dans nombre de pays et de régions, enfin, la rareté de l'eau, sa pollution et l'exploitation excessive des nappes souterraines compromettent la survie de l'homme. Pour beaucoup, ce problème est encore plus grave que celui des changements climatiques.

Pendant cinq des nombreuses années que nous passons en revue, j'ai eu le privilège de diriger l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Récemment, j'ai accepté l'offre que me faisait le Secrétaire général de l'ONU de devenir l'un de ses trois envoyés spéciaux pour les changements climatiques. Je lui sais gré de se concentrer aussi fortement sur le climat dès le début de son mandat. L'action qu'il mène est essentielle, et nous sommes nombreux à l'appuyer et à l'accompagner.

Il est souvent possible de résoudre les problèmes de développement durable par secteur ou par pays. Il est souvent possible de les résoudre par pays ou par groupes de pays. Pas les changements climatiques. Nous en sommes tous victimes et personne ne peut y échapper. Personne ne peut s'acheter une protection.

Les théories sur l'effet physique des concentrations de dioxyde de carbone (CO₂) sur le climat mondial ont été présentées il y a plus d'un siècle. Il y a vingt ans, la Commission mondiale a mis en avant les conclusions de chercheurs de 30 pays réunis à Villach (Autriche) en 1985 sous l'égide de



« Il est irresponsable, dangereux et profondément immoral de mettre en question la gravité de la situation : le temps du diagnostic est passé – il faut maintenant agir. »

l'Organisation météorologique mondiale, du PNUE et du Conseil international de la science. Ce précurseur du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a déclaré qu'il était possible et plausible que l'homme ait provoqué des changements climatiques.

À la Conférence de Toronto sur le climat, en 1988, j'ai proposé de mettre au point une convention internationale qui traiterait de science, de transfert de technologie et de mesures concrètes permettant de réduire les émissions de gaz nocifs. Cette convention, nous l'avons signée quatre ans plus tard.

Quelle est alors, aujourd'hui, la nouveauté ? La nouveauté, c'est qu'il n'y a plus de doute. Le rapport du GIEC est clair, tout comme l'est le rapport Stern (rédigé par le britannique N. Stern). Il est irresponsable, dangereux et profondément immoral de mettre en question la gravité de la situation : le temps du diagnostic est passé – il faut maintenant agir.

La responsabilité principale, c'est nous, les pays industrialisés, qui devons l'assumer. C'est nous qui avons saturé l'atmosphère. C'est donc surtout à nous qu'il revient de réduire les émissions. Nous devons mener des combats et surmonter des obstacles.

Je voudrais évoquer trois points. Premièrement, les changements climatiques ne se feront ressentir que bien après les décisions politiques qu'il faudra prendre. Deuxièmement, aucun pays ne pourra les combattre à lui seul. Ces changements, en effet, ne connaissent pas de frontière. Il est difficile, même pour le pays le plus vaste, de changer le cours des choses à lui seul. Troisièmement et surtout, nous sommes paralysés par une profonde méfiance, qui vaut aussi bien entre pays industrialisés et pays en développement qu'entre pays d'un même groupe.

Les pays industrialisés estiment que ceux en développement sont réticents et qu'ils en font trop peu. Les pays en développement, de leur côté, estiment que le monde industrialisé n'a pas tenu ses promesses d'aide financière et technique. Beaucoup se préoccupent de coûts et de compétitivité, et beaucoup rechignent à contracter des obligations auxquelles d'autres échapperaient.

À mesure que nous avançons, il nous faut tenir compte de ces préoccupations sans, cependant, nous laisser aveugler, ni perdre foi dans la cause que nous défendons. Il nous faut instaurer la confiance et trouver un terrain d'entente. Kyoto impose des obligations concrètes à des pays qui ne sont responsables que d'environ 30% des émissions mondiales actuelles. Nous devons, pour le nouvel accord, viser des objectifs bien plus ambitieux. Il faudra, pour cela, s'attacher la participation des pays qui produisent le plus d'émissions – les États-Unis, mais aussi les grands pays en développement. Eux aussi vont devoir, en matière d'émissions, prendre des engagements concrets.

Mon pays – la Norvège – prend actuellement de nouveaux engagements. Premièrement, de dépasser ses objectifs : d'ici à 2012, nous allons réduire nos émissions de 10% de plus que ce que nous impose le Protocole de Kyoto. Deuxièmement, de ramener, d'ici à 2020, nos émissions de gaz à effet de serre à l'équivalent de 30% de ce que nous avons émis en 1990.

Cela, cependant, ne suffira pas. D'ici à 2050, il va encore falloir réduire les émissions de gaz à effet de serre, et que les pays riches n'aient plus aucun effet net sur les émissions de dioxyde de carbone.

Le troisième engagement, par conséquent, que prend la Norvège est de supprimer, d'ici à 2050, 100% de ses émissions de gaz à effet de serre.

Ces objectifs seront atteints en prenant d'importantes mesures en Norvège et en utilisant les mécanismes de Kyoto. En Norvège, notamment, on construira la première centrale électrique au monde alimentée au gaz, qui sera équipée d'un véritable système de capture et de stockage du carbone. C'est quelque chose qui n'a jamais été fait – ni même envisagé – auparavant.

Une fois cette centrale mise au point, nous espérons disposer d'une technologie capable de nettoyer celles à charbon à un coût commercialement attrayant. Essentielle pour notre climat, cette technologie présentera également, aux niveaux local et régional, bien d'autres avantages, en particulier pour la santé publique.

Appliqués à l'échelon international pour la mise en œuvre de mécanismes de développement propre, ces systèmes de capture du carbone pourront générer des milliards de dollars. Ils donneront lieu à un transfert de technologie et à d'importants flux financiers vers les pays en développement depuis de nouvelles sources privées. Bref, il existe d'amples possibilités d'encourager le changement et l'investissement.

Les pays en développement ont le droit de se développer. Que l'on ne s'y trompe pas : personne ne leur demande de freiner leur quête de prospérité. Il faut, cependant, leur permettre de sauter les étapes les plus polluantes du développement par lesquelles nombre d'entre nous sont passés.

Aujourd'hui, nous sommes au seuil d'une économie nouvelle et verte – une économie qui produira peu de carbone, débarrassera le monde de la pauvreté et sauvera le climat. C'est notre mission et elle est réalisable. Nous devons progresser sur un vaste front : améliorer le rendement énergétique, développer l'utilisation des sources d'énergie renouvelables, améliorer les pratiques agricoles et forestières et faciliter l'adaptation, en particulier dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires.

Pour progresser réellement, nous devons mettre en place un marché du carbone véritablement mondial s'appuyant sur un éventail croissant de mécanismes de développement propre. Le gros investissement viendra lorsque les ministres des finances et les directeurs financiers, obligés de payer pour leurs émissions de carbone, demanderont qu'on réduise ces dernières ! Les grandes réalisations partent souvent d'une vision qui semble proche de la folie et nombre de progrès scientifiques parmi les plus importants ont, dans un premier temps, été sous-appréciés. Combien d'argent fallait-il dépenser pour mettre au point la première ampoule électrique ?

Il y a 40 000 à 70 000 ans, l'humanité engageait son combat avec la biosphère. Il y a deux cents ans, nous semblions en mesure de la contrôler. Nous avons joué, cependant, aux apprentis sorciers. L'année 2007 va être déterminante et les responsables politiques qui pensent que le monde va retourner à ses affaires comme si de rien n'était vont être rudement accueillis par leurs électeurs. Nous devons commencer dès maintenant à mettre sur pied un régime mondial efficace. Vous pouvez penser que nous allons échouer, mais ce ne sera pas le cas, car nous n'avons pas le choix.

Gro Harlem Brundtland est envoyée spéciale de l'ONU pour les changements climatiques. Le présent article s'inspire d'un discours d'orientation qu'elle a prononcé à la 15^e session de la Commission du développement durable, au début de l'année.